

leurs prises de position sur celles qui avaient été mises de l'avant à Venise en se gardant toujours de prendre des engagements fermes sur presque tous les sujets à l'ordre du jour.

Economie

Comme en 1980 à Venise, l'inflation apparaît comme "la première de nos priorités" à Ottawa même si on a jugé bon, pour mieux refléter les préoccupations de M. Mitterrand sans doute, de marier la lutte à l'inflation à celle au chômage. Parallèlement, les communiqués de Venise et d'Ottawa parlent de la confiance qu'ont les membres du club des Sept de voir "les sociétés démocratiques relever les défis (économiques) dans le respect des libertés individuelles et de la solidarité sociale".

Seule différence entre les déclarations de Venise et d'Ottawa: la perspective d'une nouvelle flambée des prix du pétrole, et de ses conséquences sur les économies occidentales, qui existait à Venise, a complètement disparu à Ottawa alors que l'on retrouve maintenant des surplus de pétrole sur les marchés mondiaux. Mais, malgré cela, on désire toujours "rompre le lien entre la croissance économique et la consommation pétrolière".

Tout en espérant "une croissance économique modérée" pour l'année qui vient, les participants au Sommet d'Ottawa se gardent une porte de sortie en mentionnant "qu'elle ne paraît pas devoir assurer une résorption prochaine du chômage". De la même manière, les taux d'intérêt records peuvent manœuvrer "l'investissement productif" malgré qu'il faille s'attendre à ce qu'ils demeurent élevés là où l'inflation persistera.

Le communiqué final du Sommet d'Ottawa reprend du même coup les appels traditionnels à la "limitation des déficits budgétaires" et réclame à nouveau le maintien de "la solidité financière du système bancaire et des institutions financières internationales".

Commerce

"Nous réaffirmons notre ferme engagement de maintenir des politiques commerciales ouvertes et de veiller au bon fonctionnement du système commercial ouvert", déclarent les Sept Grands dans leur communiqué. "Nous continuerons de résister aux pressions protectionnistes", poursuivent-ils plus loin, reprenant ainsi mot à mot un passage de la déclaration de Venise.

Cependant, toutes ces déclarations ne masquent pas les gestes posés par plusieurs, sinon tous les pays-membres du club des Sept pour protéger leurs économies contre les incursions trop agressives de leurs partenaires commerciaux. Il suffit de soulever le risque d'affrontement qui existait à Ottawa entre le Japon d'une part, et les Etats-Unis, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et même le Canada d'autre part.

En dehors de toutes les discussions qui pourraient avoir lieu dans le cadre du Sommet, les gouvernements des démocraties industrielles continueront à défendre leurs économies respectives afin de ne pas subir les foudres de leurs électeurs respectifs. Que cette ligne de conduite se traduise par une réduction volontaire d'exportation de voitures japonaises vers les Etats-Unis ou l'imposition de quotas à l'importation de produits du textile comme l'a récemment décrété le Canada, le protectionnisme de-